

# Belgique et Union européenne sont traversées par les mêmes maux

ISABELLE DURANT

*Députée bruxelloise, conseillère communale à Schaerbeek et ex-vice-présidente du Parlement européen*

Belgique et Union européenne sont en réalité traversées par les mêmes maux: leadership inexistant, dilué ou invisible, couches institutionnelles illisibles, (...) entités fédérées et États membres en pleine compétition, (...) ennemis intérieurs bien plus menaçants que les extérieurs. La liste n'est pas exhaustive.

«**F**ailed state», «pays dérisoire», «mille-feuilles institutionnel», tout ce qu'on révélé les attentats du 13 novembre et du 22 mars sur la Belgique institutionnelle et politique a livré au miroir européen le visage sans fard d'un pays sans nation. Un pays qui, ces dernières années, chemine, parfois chaotiquement, sans trop bien savoir vers quoi il se projette. C'est incontestablement cette identité floue qui l'a lié de si près à celle de l'Europe, aujourd'hui abîmée et en panne d'adhésion.

Depuis des décennies en effet, les trajectoires institutionnelle et politique de la Belgique et de l'Union européenne s'entremêlent et se ressemblent. Quand d'un côté, on dit au revoir à la Belgique de Papa en créant les Communautés culturelles puis les Régions, du côté européen, on élargit la voilure, on passe de 6 à 9 puis 12 membres. Non sans difficultés.

Quand Maastricht imposera les critères de convergence économique, avancera dans l'intégration politique, instituera la citoyenneté européenne, sortira le Parlement européen de son rôle consultatif, c'est sous Jean-Luc Dehaene que la Belgique scellera les accords de la St-Michel consacrant le fédéralisme belge dans la constitution. Et c'est son successeur, Guy Verhofstadt, qui en 2001 finalisera avec son équipe dans les serres de Laeken l'accord

du même nom, pour faire faire à l'Europe un pas supplémentaire dans son intégration.

Comme des danseurs de tango, Belgique et Europe ont fait «des pas qui ne sont pas prévus à l'avance pour être répétés séquentiellement, mais où les deux partenaires marchent ensemble vers une direction imprévisible à chaque instant».

## Ce rêve qui s'effiloche

L'Europe a donc pu compter durant toutes ces années sur la Belgique, petit État fondateur mais discret, spécialiste en ingénierie institutionnelle et machine à faire du compromis.

En dépit de ses orientations économiques très exclusivement néo-libérales, l'Europe des valeurs et des droits humains

force encore le respect dans les années 2000. Mais le couple belgo-européen va commencer à trébucher, à fatiguer, chacun des partenaires dans sa partition.

Sous Leterme, puis Van Rompuy, puis Leterme à nouveau et enfin Di Rupo, la Belgique crapahute et se cherche. En pleine crise politique, elle fera même une présidence européenne sans gouvernement fédéral. À l'époque, cela faisait rire. Aujourd'hui, on se dit que c'était le début de la fin de cette réputation de pragmatisme sympathique et efficace qui faisait office de mayonnaise politique.

L'Europe ne fait franchement pas mieux sous les années Barroso/Van Rompuy. La crise financière creuse les inégalités sociales et sa gestion politique la divise selon une fracture Nord-Sud pas vraiment attendue. Le barillet de la roulette russe tourne sur la tempe de la Grèce déjà à genoux. Les réponses bricolées au sein du trop puissant Conseil se suivent et se ressemblent et ce qui reste du rêve européen s'effiloche.

Au même moment, à l'autre bout de la rue de la Loi, on ne parlera pas de rêve belge. Une association de mots qui d'ailleurs sonne complètement faux, en dépit des moments de jubilation nationale lors des victoires des Diables Rouges.

Au terme d'une interminable 6<sup>e</sup> réforme de l'État, le pays accouchera finalement d'un gouvernement un peu par défaut. Elio Di Rupo se targuera de l'avoir sauvé (le pays). Un soi-disant sauvetage qui sera tout bénéfique pour les séparatistes flamands qui se payeront sur la bête – le gouvernement Di Rupo – pour préparer les étapes suivantes et regagner en sièges en 2014 le terrain dont on les a privés durant la période (de diabolisation) précédente.

L'élection européenne de 2014, ainsi que presque chaque élection nationale qui suivra, se traduira par l'inexorable perte de

force des partis «mainstream».

La mauvaise polarisation s'en trouvera renforcée et confèrera audience et influence aux anti-Européens, populistes et décomplexés de tout poil qui vivent leurs heures de gloire. La tendance est la même dans bon nombre d'États membres, que ce soit lors du premier tour de l'élection présidentielle autrichienne, dans la plupart des Länder allemands, en Espagne où la

mort des partis traditionnels et assimilés à l'élite politique est plus lente mais certaine.

## Colère et désabusement

La crise des migrants et sa sous-traitance à la Turquie faute d'accord entre États membres, assènera un coup supplémentaire, certains diront fatal, à cette Europe déjà chancelante des valeurs et des droits.

S'ajoutent à tous les reproches sur ses obsessions néolibérales le VWgate, les Panama Papers, les secrets d'affaires, le glyphosate qu'on se refuse d'interdire. Des dossiers qui viendront compléter la liste de tous ceux qui nourrissent tantôt la colère, tantôt le désabusement de millions d'Européens.

Alors que les États membres ont gagné en puissance dans une Union divisée, les Régions belges, pourtant dotées de nouvelles compétences, se cherchent. Elles n'incarnent ni ne sont incarnées. Elles ne rassemblent pas, ne mobilisent pas. En outre, c'est le degré zéro de la coopération entre elles et avec le Fédéral.

## Miroir de l'Europe

Comme François Brabant l'écrivait avec talent au lendemain du 22 mars, on est plus près de l'éclipse d'un pays dérisoire, aux accords et à l'identité flous, façonné par ce que d'autres grandes puissances ont cherché à en faire. En quelque sorte, le miroir de l'Europe.

Belgique et Union européenne sont en réalité traversés par les mêmes maux: leadership inexistant, dilué ou invisible, couches institutionnelles illisibles, boucs émissaires en nombre opportunément brandis pour faire office de paravent à l'impuissance choisie ou subie, entités fédérées et États membres en pleine compétition, absence de partis politiques nationaux et faiblesse insignifiante des partis européens, ennemis intérieurs bien plus menaçants que les extérieurs, parlements qui peinent à jouer leur rôle en raison de la prédominance des exécutifs. La liste n'est pas exhaustive.

Côté belge, on invoque des référendums sur les questions de société pour sortir de l'impasse alors qu'ils sont constitutionnellement impossibles et que la peur

de résultats inversés entre les Régions refroidit ses plus chauds partisans.

Coté européen, on échafaude des stratégies pour l'après-référendum sur le Brexit pour éviter qu'il ne fasse des émules. Ici, on commente l'appel de trois patrons. Des deux côtés, on respire et savoure le répit (de très courte durée) qu'ont offert les Autrichiens en choisissant leur président.

Hors des cercles politiques, les sociétés civiles traditionnelles sont elles aussi en panne, dépassées ou désertées par leurs bases militantes. Elles sont bien insuffisamment transnationales à l'échelon européen et transrégionales au niveau belge.

La société civile n'est cependant pas absente des radars citoyens. Émergente et centrée sur l'action, elle s'est éparpillée

dans des projets variés, parfois éphémères.

Les citoyens ne s'encombrent plus de ce décalage avec les institutions, les partis politiques, les organisations syndicales qui ont tant de peine à mettre en débat leur fonctionnement, leur efficacité, parfois même l'adéquation de leur action.

#### **«Comprendre, c'est avant tout unifier»**

Dans le meilleur des cas, ces hommes et ces femmes, jeunes ou moins jeunes, s'organisent en dehors d'eux, réalisent petits et grands projets, cherchent leur financement via des réseaux de crowdfunding, vivent dans leur réalité.

Dans le pire, lassés du ping-pong inter-institutionnel ou des jeux tactiques, ils

font grossir l'anti-politisme déjà largement en surpoids. Et ce n'est pas la polarisation, devenue comme par mimétisme très «tendance» dans les discours des progressistes, qui renversera la vapeur. Elle contribuera plutôt à faire monter le mercure dans les thermomètres.

Alors quoi? Point de recette ou de prescription simpliste, mais un chemin. Si on essayait déjà, comme le disait Camus, de réaliser que *«comprendre, c'est avant tout unifier»*. Ce qui en politique, veut dire d'abord rassembler autour de projets, y compris avec des partenaires qu'on n'attend pas, et ensuite assumer le vrai conflit d'idées qu'ils impliquent, plutôt que s'époumoner dans la (re) conquête de territoires électoraux qui leur échappent.